

L'aspiration à la sainteté ou l'autocastration de la gauche !

En décembre 1991 l'URSS est abolie, c'est la fin du système soviétique et la fin officielle du rêve socialiste qui avait inspiré tant de militants et d'intellectuels dans le monde entier. Certes, le régime chinois officiellement socialiste perdure mais tout le monde sait que ce régime est une pure dictature nationaliste actant un capitalisme d'une férocité digne du 19ème siècle. En tant que spectacle « socialiste », ce n'est même plus une tragédie mais une farce. Plus personne ne croit que le fondement pratique d'une société juste passe par la propriété collective des moyens de production. Même au cœur du cyclone engendré par la financiarisation débridée du système économique, même au vu des incommensurables dégâts humains qu'il a entraînés, et malgré l'effrontée socialisation des pertes des géants financiers, aucun intellectuel de gauche ne s'est levé pour dire qu'il fallait abolir le système capitaliste, il aurait été accueilli par des sourires tristes et compatissants. À la libéralisation totale du marché, à l'idée du capitalisme indépassable, au consensus de Washington sur l'inévitabilité de la mondialisation, les intellectuels déçus du socialisme n'offrent depuis belle lurette comme alternative qu'une proposition d'humanisation du capitalisme. Si le rêve d'une transformation radicale de l'existence de l'homme relevait de l'utopie, du moins pouvait-on imaginer une société dont les inégalités, s'il était impossible qu'elles soient complètement abolies, pouvaient du moins être amorties. Le rôle du politique serait en clair de réguler les excès du capitalisme et d'aider l'individu à s'adapter aux grands changements globaux faute de pouvoir les piloter. Il y avait une suite au rêve, même si c'était une suite mineure. Cet espoir a longtemps inspiré un capitalisme colbertiste en

France, soutenu par une coalition de fait entre centre droit et centre gauche jusqu'à ce que les politiques de la Communauté Européenne et de l'OMC viennent défaire irrémédiablement ce modèle français. Une variante de cette vision – le colbertisme en moins – fut conceptualisée par des penseurs comme Anthony Giddens, et a servi d'assise intellectuelle ou plutôt de pseudo justification à cette fameuse troisième voie de Blair en Grande-Bretagne. Tant en France qu'en Angleterre, les faits ont démontés ces masques du capitalisme social, en mettant en évidence l'impuissance manifeste du politique, même de gauche, à corriger les inégalités et encore moins à peser durablement sur les évolutions de la société. Inutile de rappeler que les gauches blairiste et mitterrandienne ont non seulement composé avec le capitalisme mais lui ont servi de courroie de transmission efficace dans son processus d'édification de la *World Corporation*, le premier ministre Jospin ayant plus privatisé que tout autre dirigeant français. Aucun tour de passe-passe intellectuel ne peut aujourd'hui cacher le constat que l'aire d'exercice du politique se rétrécit de jour en jour comme une peau de chagrin, malgré les contorsions et imprécations de la gauche. Gauche ou droite au pouvoir, les différences sont devenues minimales quant aux résultats. Les inégalités croissent sous les uns comme sous les autres et aucun lendemain qui chante ne pointe à l'horizon.

La gauche a failli, ses grands modèles conceptuels et historiques se sont écroulés.

Un tel effondrement ne va sans conséquences, l'une d'elles est aujourd'hui la manifeste prépondérance au sein de la gauche de la mouvance *compassionnelle*[\[1\]](#) – les intellectuels porteurs de la doxa du politiquement correct, les media qui leur servent de haut-parleurs, la communauté des organisations de défense des droits de l'homme, de nombreux artistes et vedettes de cinéma, bref beaucoup de gens influents dont c'est le métier de former et d'influencer l'opinion publique. Cette gauche fréquemment unidimensionnelle, oublie de penser la société pour ne se consacrer qu'à quelques « victimes » bien

choisies.

Mais examinons tout d'abord quelques composantes clés de ce qui constitue le fonds de commerce de cette gauche là, avant de formuler quelques hypothèses sur les raisons de cette dérive.

La repentance postcoloniale

Cette gauche aime aujourd'hui la repentance, ça n'a pas toujours été le cas ; Guy Mollet un socialiste doubla les effectifs militaires en Algérie pour lutter contre le mouvement indépendantiste et Robert Lacoste un socialiste, couvra la torture pratiquée par les troupes françaises. Alors que les anciens marxistes n'avaient pas vraiment de mauvaise conscience vis-à-vis du passé colonial de leurs pays, puisqu'ils attribuaient cette prédation à la nature intrinsèque du capitalisme, donc à un processus historique amoral par définition, la gauche compassionnelle, faute d'aucune emprise efficace sur le réel, doit se trouver une raison d'exister ; la repentance, position moralement confortable, lui offre un espace que la droite ne revendique pas. Cette gauche a raison de prendre parti pour ceux qui n'ont pas de voix, mais sa repentance postcoloniale a pour effet d'appeler à une tolérance excessive vis-à-vis des refus de respecter la loi commune ou même de *gangstérisation de certains quartiers sensibles* [2], lorsqu'ils sont commis par des personnes dont les ascendants sont originaires des anciennes colonies. Cette tolérance va jusqu'à réprover tout discours critique sur ces sujets, car on commettrait alors le crime impardonnable de « blâmer la victime ».

L'élection de deux « victimes fétiches » : l'immigrant avec ou sans-papier ainsi que le palestinien

Tout autant que les gouvernements de droite, la gauche mitterrandienne a géré les politiques d'immigration sans inviter l'électorat à donner son avis, parce qu'elles considéraient que leur consensus ne requéraient pas celui des peuples, et parce que pour reprendre les termes de Christopher Caldwell [3], un chercheur américain « *Les politiques libérales*

d'immigration reposaient sur des obligations morales non sujettes au vote ». Ceci expliquerait pourquoi la gauche compassionnelle ne s'intéresse principalement qu'à deux groupes, l'un intérieur – l'immigrant avec ou sans papiers, en butte aux tracasseries administratives des appareils gouvernementaux – l'autre extérieur, le palestinien, le petit David face au Goliath israélien, pour des raisons que nous détaillerons plus tard. Ces deux groupes ont été consacrés « victimes expiatoires » requérant les soins les plus attentifs de la gauche bienpensante. Le problème n'est pas de prendre parti pour des victimes, c'est même une obligation morale, le problème c'est que l'attention disproportionnée accordée à ces victimes là aux détriments des autres est suspecte. En ce qui touche à la première victime, Mme Michèle Tribalat[4], chercheuse démographe à l'INED déclare au sujet de la gauche « *les partis sociaux-démocrates ont changé de clientèle. Ce n'est plus le petit ouvrier blanc qui les intéresse, c'est le peuple martyr. La grande cause aujourd'hui, c'est la cause des sans-papiers. C'est une transformation incroyable. Ce n'est pas le peuple d'ici qui intéresse la gauche, c'est celui qui vient d'ailleurs* ». La lutte des classes est délaissée comme explication fondamentale au profit de problématiques spécifiques. Ce positionnement moralisateur fera qu'aux yeux de la gauche compassionnelle, tout immigrant ou sans-papier issu du tiers-monde, disposera automatiquement d'un crédit de sympathie au titre de « réparation » des torts commis contre ses ancêtres. Ceci aura des conséquences importantes non seulement quant à la gestion des politiques d'immigration[5], mais également quant à la possibilité de procéder à des études scientifiques sérieuses sur ces problématiques – *on n'enquête d'ailleurs que sur les discriminations*[6] *subies par les immigrants* et non sur leurs comportements lorsque ceux-ci heurtent fortement les valeurs premières[7] de la société d'accueil selon la définition du sociologue Gérard Bouchard[8]. La gauche compassionnelle a réussi ainsi à empêcher jusqu'à ce jour tout débat public sur les bienfaits et inconvénients de l'immigration, au nom de la

morale. Ce refus de nommer les choses laisse malheureusement l'extrême-droite occuper seule le terrain de la contestation des credo officiels. La réflexion critique et même le bon sens élémentaire font souvent défaut chez nombre d'idéologues de la bienpensance comme en témoigne la prise de position ahurissante du cinéaste Philippe Lioret, le réalisateur en 2009 du film larmoyant « Wellcome », lorsqu'il déclara dans une interview radiophonique que plus d'un milliard de personnes, pas un million mais un milliard, chercheront à immigrer en occident dans les décennies à venir et qu'il faudra bien un jour les accueillir par devoir humanitaire ! Même le moraliste le plus absolu devrait être astreint à un niveau minimal de réalisme. On est loin du temps où le secrétaire du parti communiste Georges Marchais déclarait en 1981, au nom de la défense des conditions de vie du petit peuple français « *la poursuite de l'immigration pose aujourd'hui de graves problèmes. Il faut les regarder en face et prendre rapidement les mesures indispensables. La cote d'alerte est atteinte. C'est pourquoi nous disons: il faut arrêter l'immigration, sous peine de jeter de nouveaux travailleurs au chômage. Je précise bien : il faut stopper l'immigration officielle et clandestine... Les charges d'aide sociale nécessaires pour les familles immigrés plongées dans la misère deviennent insupportables pour les budgets des communes* ». Pour la gauche compassionnelle, ce type de discours est à ranger dans le placard des tirades racistes et chauvinistes, probablement parce que les porte-parole de la gauche compassionnelle ne vivent pas en général les affres du chômage, on n'est pas membre de la gauche caviar pour rien !

Quant au palestinien, victime extérieure, victime expiatoire exemplaire, aucun autre « blessé de l'histoire » n'obtient aujourd'hui le dixième de la couverture médiatique qui lui est consacrée. Quelques exemples. Les tibétains ont vu leur pays militairement confisqué par la Chine. Les tchéchènes ont connu aux mains des russes des massacres immenses relativement à leur nombre. Les chrétiens ainsi que tout autre croyant

d'une foi autre que musulmane ne peuvent pas célébrer ouvertement la leur en Arabie saoudite, cela leur est défendu. La secte Ahmadiya de mouvance islamique s'est vu interdire de propager sa foi en Indonésie sous prétexte d'hérésie, tandis qu'à Mindanao une province à majorité musulmane dans un pays massivement chrétien, les Philippines, des mouvements islamistes extrémistes se sont développés peu à peu; ils revendiquent une islamisation totale du droit et mènent des actions de terrorisme à l'encontre de la minorité chrétienne de cette province. 120.000 morts en dix ans rien qu'à Mindanao est l'horrible bilan de cette guerre, hélas presque silencieuse.

Face à ces comportements et violations des droits de l'homme, y a-t-il eu un déchaînement de protestations outragées contre la Chine, contre la Russie, contre l'Arabie saoudite, contre l'Indonésie, contre les islamistes de Mindanao de la part de la gauche compassionnelle et de ses media ? Non, quelques protestations sans plus. Comme Joseph Facal, ancien ministre, sociologue et professeur aux HEC de Montréal le note avec des chiffres macabres [\[9\]](#), « *La guerre qui a fait rage au Congo entre 1998 et 2003 aurait fait autour de 4 millions de victimes. Elle a fait l'objet de 56 motions en bonne et due forme dans les diverses instances onusiennes. La guerre civile au Soudan depuis 1983 a fait périr environ 1,3 million de personnes, mais elle n'a suscité que 14 motions à l'ONU. Les Africains peuvent se massacrer dans l'indifférence la plus complète du reste du monde. Le conflit israélo-palestinien, lui, aurait fait environ 7000 morts entre 2000 et aujourd'hui. Mais, Israël a été l'objet de 249 motions de condamnation à l'ONU! N'y a-t-il pas là une scandaleuse disproportion ?* »

Les discours pro-palestiniens et anti-israéliens sont tellement quotidiens dans l'univers médiatique, qu'Alain Gresh, directeur adjoint du Monde Diplomatique, qui tient littéralement une chronique mensuelle sur le conflit israélo-arabe, et qui a écrit presque une dizaine de livres sur la Palestine a dû se fendre il y a quelques mois d'un article supplémentaire pour tenter de justifier cette pléthore

d'écrits anti-israéliens, alors que tant d'autres causes autrement plus tragiques, sont épisodiquement mentionnées pour disparaître tout aussitôt de l'agenda de la gauche compassionnelle.

Le choix du relativisme culturel

La gauche compassionnelle a fait le choix du relativisme culturel. Suite aux horreurs de la Shoah, un sentiment naturel de défiance à l'égard d'une conception hiérarchisée des races et des cultures a remis fortement en question l'idée que la civilisation occidentale serait plus morale et plus porteuse de justice que les autres. Respecter la différence de « l'Autre » devient pour nombre d'intellectuels un devoir moral et remet en question la conception universaliste de l'occident quant aux droits et libertés^[10], au motif que cet universalisme n'en serait pas vraiment un mais serait simplement un mode « culturel » au même titre que les autres, ni supérieur ni inférieur. Le grand théoricien de la philosophie de « l'égalité dans la différence » est le philosophe politologue canadien Charles Taylor. Selon lui, certains groupes ne peuvent pas prétendre à la plénitude des droits reconnus dans les diverses chartes des droits universels, à cause de leur statut de minoritaire, qui entraîne fréquemment de la discrimination à leur égard. La nécessité de maintenir leur « authenticité » requiert alors pour ces minoritaires, qu'ils soient du pays ou immigrants, des exceptions aux lois générales, sinon cela correspondrait de facto à une impossibilité pour eux d'exercer des droits reconnus à tous. Cette conception philosophique est à la base des divers multiculturalismes et le fondement du cadre juridique de la notion d'accommodement raisonnable au Canada. Celle-ci postule qu'il suffit qu'un individu ait une croyance sincère (conviction de conscience) pour qu'une pratique qui est indispensable à son bien-être spirituel, requière automatiquement un accommodement raisonnable des institutions publiques ou privées, sauf à prouver que sa mise en œuvre crée des contraintes exagérées. La contestation de ce droit extrême à la différence *au sein de l'espace public* – par exemple les

prières communautaires dans les rues – est qualifiée quasi automatiquement d'intolérance pour ne pas dire de racisme par les chantres de la bienpensance.

Bâillonner la parole contestataire au moyen du silence et du judiciaire

Les diverses chartes des droits et libertés ont été un acquis immense et irremplaçable en énonçant au plan philosophique des droits universels, valables en tous lieux et en tout temps. Elles sont dans les pays démocratiques le socle des valeurs fondamentales sans lesquelles il ne saurait y avoir de vivre-ensemble apaisé. Lorsqu'un conflit de droits survient, des instances judiciaires spécialisées tranchent avec autorité, jusque parfois en appel au niveau international avec par exemple pour l'Europe, la Cour Européenne des Droits de l'Homme. L'ensemble des droits et libertés sont interdépendants et non hiérarchisés. Ils fondent idéalement dans des pays comme la France une citoyenneté basée sur un contrat civique qui transcende les différences ethniques, religieuses et culturelles. Un citoyen récent ne l'est pas moins qu'un citoyen pouvant retracer jusqu'au fond des âges son enracinement sur ce sol. Dans la réalité concrète, chaque individu se réfère pourtant inévitablement à une culture et des valeurs provenant du milieu qui l'a façonné. Il y a donc toujours dans tout pays d'accueil une culture majoritaire et des cultures minoritaires principalement celles des nouveaux-venus[11]. Dans les pays de tradition démocratique et républicaine, l'attachement à la laïcité de l'espace public est une des valeurs premières. Lorsque les valeurs et les comportements des nouveaux-venus entre en conflit avec ceux du pays dans l'espace public, un état de tension se crée sous la forme d'un choc de cultures[12]. Les organismes de défense des droits plaident généralement en faveur d'une interprétation souple des lois qui confortent habituellement les demandeurs minoritaires – perçus inévitablement comme victimes – en opposition à ceux qui défendent une stricte lecture des textes, que ce soit sur la laïcité, la liberté d'expression, l'égalité homme/femme, l'exercice du culte, etc. Ces conflits

sont des conflits de culture et de valeurs, des conflits dangereux[13] car on ne peut pas impunément malmener les valeurs premières. Malheureusement de façon générale les organismes de défense des droits, comme la HALDE et la LICRA cherchent à imposer une nouvelle lecture des droits fondamentaux, qui a pour effet de restreindre la liberté d'expression et le principe de laïcité, au nom du respect de la différence. Cette judiciarisation[14] du politiquement incorrect a pour objet d'élargir sans cesse le champ des précédents légaux permettant l'exemption aux obligations publiques usuelles. Cette stratégie de *communautarisation d'exemptions* par le secours des tribunaux crée de facto un droit communautaire, non conforme à la tradition française. Ce grignotage du territoire public par le communautarisme reçoit un appui constant de la gauche compassionnelle, qui joue les idiots utiles face à une stratégie bien huilée. Lorsque les demandes deviennent par trop embarrassantes[15] pour être défendues publiquement, alors la gauche compassionnelle maintient un silence assourdissant, confirmant au *peuple d'ici* pour reprendre l'expression de Mme Tribalat, que la gauche est indifférente à ses inquiétudes. Nous en avons un exemple quasiment caricatural avec le silence de la gauche toute entière face aux prières musulmanes dans plusieurs rues de grandes villes françaises chaque vendredi. Les rues sont bloquées sans aucune autorisation des pouvoirs publics, les résidents sommés de subir cette prise de possession du territoire, la police brillant par son absence. C'est une victoire retentissante du *politiquement correct*, pas un seul mot de critique pendant des mois dans les « grands » journaux de référence, pas de réactions des autorités. C'est seulement avec la peur des gains politiques possibles de l'extrême-droite à la prochaine élection que soudainement après des mois de silence, le journal de référence Le Monde est enfin contraint d'informer ses lecteurs suite au refus tardif du chef de l'État d'entériner cette pratique.

L'imprécation de racisme, arme suprême de la gauche compassionnelle

Il n'est presque plus possible de constater les faits nus sans se faire traiter de raciste. La mésaventure de Eric Zemmour[16] est toute fraîche dans les esprits. Le philosophe Alain Finkielkraut affirme d'ailleurs que « *l'antiracisme est devenu au vingt-et-unième siècle ce que le communisme fut au vingtième siècle, un puissant instrument de sidération des esprits et de castration des consciences* ». Ce lent enfermement de la pensée dans l'enclos de ce qui est autorisé ou interdit a été mis en œuvre depuis les années 70, par une gauche ayant oublié l'un des slogans fameux de mai 68, « *Il est interdit d'interdire* ». Le cas de la chercheuse Michèle Tribalat est à cet égard très parlant ; bien que directrice de recherche à l'INED, elle est de facto ostracisée par ses collègues pour son entêtement à vouloir étudier des problématiques touchant à l'immigration qui risqueraient de mettre à mal le discours de la gauche officielle. Cette gauche drapée dans l'humanitaire a réussi ce tour de force de contrôler la parole en invoquant l'arme suprême de l'accusation de racisme pour qui contesterait la doxa de sa bienpensance. On aboutit aujourd'hui à cette situation paradoxale que sous le prétexte de bloquer la diffusion des discours de haine raciale, les intellectuels de gauche encouragent la mise sous tutelle de la liberté d'expression. Voltaire doit se retourner dans sa tombe, lui à qui on attribue cette citation « *Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrai jusqu'au bout pour que vous puissiez le dire* ». Ce bâillon, c'est ce que la gauche compassionnelle appelle « *la parole responsable* ».

Comment rendre compte de ces pratiques ; elles ne sont pas anodines, sous le masque de la défense des droits de l'homme, de l'inavouable se cache. Trois facteurs éclairent selon moi cette mutation de la gauche.

1. 1. L'impuissance favorise la fuite hors du réel

À ce jour, le capitalisme mondialisé a remporté la lutte des

classes. C'est triste, mais c'est un fait difficilement contestable. Peut-être plus grave pour la pensée, la fin des régimes socialistes traduit une déroute conceptuelle de la gauche d'une ampleur inimaginable ; au plan théorique le marxisme, comme critique du capitalisme garde peut-être encore une certaine validité, mais comme clé du développement économique, personne n'y croit plus. On peut regretter une belle théorie fautive, ce n'est pas la fin du monde lorsqu'on doit la ranger dans le placard des erreurs. Par contre, l'aventure marxiste, qui, rappelons le, constitua dans ses versions dures ou molles l'espoir affiché de ce qu'on appelait la gauche, fut plus qu'une simple construction théorique. Pour les militants comme pour les intellectuels, ce fût un rêve brisé, une espérance trahie, une religion qui se dérobe. Car contrairement aux heures sombres du passé, les intellectuels ne peuvent plus se dire à l'instar de Simone Weil au temps des luttes du front populaire *"C'est quelque chose quand on est misérable et seul que d'avoir pour soi l'histoire"*[\[17\]](#). La gauche n'a plus de certitude. On peine à imaginer ce qu'il en a coûté émotionnellement[\[18\]](#) de voir partir en fumée, ce en quoi on a cru pendant deux ou trois générations dans certaines familles. De cette tragédie, les héritiers du socialisme, demeurent inconsolables. Consciente que l'économie est quasiment hors de portée du politique, que la machine égalitaire est grippée, que la circulation des élites ne signifie plus rien, la gauche semble incapable repenser le monde. Se sachant *in petto* démunie intellectuellement et politiquement vis-à-vis du réel, la gauche compassionnelle a choisi de devenir la conscience malheureuse d'une partie de l'humanité, je dis bien conscience malheureuse de l'humanité et non pas conscience de l'humanité malheureuse. Le paradoxe, c'est que les travailleurs sentent bien que la gauche, par impuissance, ne s'intéresse plus *au peuple d'ici* et naturellement ils vont écouter ceux qui leur parlent des vrais problèmes qu'ils vivent au quotidien, problèmes que la gauche s'interdit de nommer ; « *Cachez ce sein que je ne saurais voir...* ».

1. 2. L'aspiration à la sainteté remplace la lutte de classe

Il y a selon l'écrivain Georges Darien[19], deux sortes d'intellectuels, ceux qui aident à tourner la meule qui broie les hommes et leur volonté, et ceux qui chantent la complainte des écrasés. La gauche compassionnelle, évidemment chante la complainte des écrasés. Ne pouvant se résoudre à l'horreur d'une reddition à un capitalisme nu, la gauche compassionnelle a troqué le rêve d'une société égalitaire pour un territoire de remplacement « *les droits-de-l'hommisme* », qui est à la défense intelligente des droits de l'homme, ce que la gloriole est à la gloire, une dérive moralisante devenue folle. Cette posture particulière a ses sectateurs, ses principes, ses codes et ses cris de ralliements. Ceux-ci rassemblent les bienpensants autour d'une vérité sacrée, antérieure à toute expérience et toute réflexion, exigeant par définition une suspension du regard critique. Selon Jonathan Haidt[20], un psychologue de l'université de Virginie, lorsque nos valeurs sacrées sont menacées, on se transforme en théologiens intuitifs, c'est-à-dire qu'on use de notre raisonnement non pas pour cerner la vérité, mais pour défendre ce qu'on tient pour sacré. Le professeur Haidt ajoute que la sacralisation pervertit la pensée, processus aisément visible pour les observateurs mais invisible pour les prêtres du sacré. On s'interdit de comprendre, c'est pourquoi l'écrivain Eric Zemmour est cloué au pilori par la bienpensance pour avoir simplement énoncé des faits connus et vérifiables. Il n'y a plus dans ce cadre d'action efficace, faute de réflexion objective. Mais la gauche compassionnelle n'a pas tout faux. Si la lutte de classe n'est plus le moteur de l'Histoire, il n'en reste pas moins que cette gauche là pose un verdict juste, lorsqu'elle détaille les immenses dégâts provoqués par une mondialisation purement mercantile, qui a fait émerger une super classe mondiale de possédants. Toutefois, l'alternative qu'elle propose, *l'altermondialisation*, souffre d'une tare majeure, le refus de tenir compte que dans le monde

économique, ce n'est pas le désir de justice qui ordonne le cours des choses mais les intérêts. La gauche compassionnelle, celle qui aspire à la sainteté, n'a toujours pas compris que le démon du bien a souvent des conséquences inattendues et dangereuses.

1. 3. L'antisionisme sert de brevet d'internationalisme

La gauche s'est toujours voulue internationaliste. L'internationalisme était une preuve de non chauvinisme et d'antiracisme, une nécessité parce que la solution aux problèmes d'injustice passait par une pratique qui transcendait les frontières, « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous* [\[21\]](#) ». Le parti communiste et la SFIO avaient chacun son internationale [\[22\]](#). Celles-ci sont aujourd'hui défuntes ou obsolètes, puisque le rêve socialiste ne fait plus recette. Il faut donc autre chose pour prouver son authenticité de progressiste, d'amoureux de la justice. Ce sera l'antisionisme que la gauche compassionnelle partage sans réserve avec toutes les extrêmes droites et les islamo-fascistes. Cette proximité de la gauche compassionnelle avec ceux qu'elle devrait honnir, cache peut-être une tendance totalitaire intrinsèque à sa vision du monde. Je ne m'étendrais pas trop sur son antisionisme viscéral car il mérite à lui seul une longue dissertation. J'ai même longuement hésité à en parler mais il me paraît difficile à éluder ; l'antisionisme [\[23\]](#) de la gauche compassionnelle s'affiche depuis presque quatre décennies, d'abord subrepticement et maintenant ouvertement. Bien sûr, la gauche jure que son antisionisme n'est pas de l'antisémitisme. Mais l'acharnement contre Israël cache mal la mise en procès perpétuel du juif. Comme chacun peut le constater, toutes les critiques contre les États dictatoriaux ou génocidaires de notre époque ne mettent jamais en question la légitimité de leur existence, sauf pour Israël, dont on peut certes

critiquer les politiques mais qui n'est ni dictatorial ni génocidaire, sauf à vider ces termes de toute signification. Lorsqu'on note froidement les faits et les chiffres comme l'a fait Joseph Facal, on reste confondu devant la disproportion scandaleuse des blâmes adressés par la gauche moralisante à Israël, au regard du jugement qu'elle porte sur de véritables tyrannies. Lorsque le même coupable réapparaît sans cesse dans les journaux bienpensants comme le Monde Diplomatique, sans analyse comparative, alors on sort du domaine de l'objectivité pour entrer dans celui de l'obsession théologique. Cela se comprend assez aisément ; lorsqu'on aspire à la sainteté, on est nécessairement conduit à avoir une vision binaire du monde, un monde écartelé entre le Bien et le Mal. Le Bien étant représenté par une victime sacralisée, le palestinien, il faut en retour un mal quasiment ontologique ; ce n'est plus le capitalisme puisque la gauche a capitulé, ce sera le sionisme, présenté pour les intellectuels comme le stade suprême de l'impérialisme pour paraphraser Lénine[24], et pour le commun des mortels comme une abomination.

J'ai une certaine tendresse pour la gauche, celle de mon enfance, la gauche alors était inspirante et elle défendait des idées. Je cherche toujours une gauche intelligente où m'abreuver ; mais aujourd'hui la gauche compassionnelle ressemble plutôt au coyote des bandes dessinées américaines, qui continue à courir dans le vide sans se rendre compte qu'il n'a plus aucune assise. Le prix à payer, hélas, c'est dans de nombreux pays une dérive vers la droite.

Léon Ouaknine

[1] Les anglo-saxons ont un terme très imagé pour décrire cette gauche là, « *the bleeding heart liberal* », le progressiste au cœur saignant.

[2] Selon le mot du secrétaire d'État aux transports, Thierry Mariani.

[3] «*That liberal immigration policies "involve the sort of nonnegotiable moral duties that you don't vote on."*» Christopher Caldwell. *Reflections on the Revolution in*

Europe: [*Immigration, Islam, and the West*](#). New York, Doubleday, 2009

[4] Michèle Tribalat, *Les yeux grands fermés. L'immigration en France*, Éditions Denoël, 2010

[5] Aujourd'hui, sur onze immigrants venant en France, dix le sont au titre de la réunion des familles ou comme réfugiés, c'est-à-dire hors de contrôle du politique et un seul au titre d'immigrant choisi. (Tribalat, 2010). Les gouvernements du Canada ainsi que du Québec prétendent que leur immigration est *choisie* donc parfaitement contrôlée. Or avec le temps, la même dérive se produit inévitablement et on assiste à une croissance importante de la proportion d'immigrants venant au titre de la réunion des familles, échappant ainsi au contrôle du politique. Il y a ainsi dans le système scolaire public de Montréal, de plus en plus d'enfants issus de l'immigration, requérant l'assistance sociale et financière du gouvernement.

[6] Michèle Tribalat, déjà citée.

[7] Celles qui fondent les liens de solidarité et permettent la vie et le développement ordonné au sein des pays d'accueil.

[8] Ex co-président avec le philosophe Charles Taylor de la commission sur les accommodements raisonnables au Québec

[9] <http://www.josephfacal.org/>

[10] Kadhafi, le dictateur Libyen aurait récemment déclaré que la vision occidentale des droits de l'homme était subjective. De même, les pays asiatiques tels la Chine, Singapour, la Malaisie avancent une conception « asiatique » des droits de l'homme. Quant aux 57 pays musulmans représentés par l'organisation de la conférence islamique (OCI), elle a quasiment demandé à L'ONU l'abolition de la liberté d'expression lorsque la religion était concernée.

[11] Il y a bien entendu des cultures minoritaires intrinsèques au pays, par exemple, celles des premières nations au Canada.

[12] Je fais une distinction entre choc des civilisations et choc des cultures. Les civilisations au sens que Samuel Huntington lui donne recouvrent de vastes espaces géographiques et de nombreuses nations. Aucune n'opère partout sous une même autorité politique. Par contre, s'il existe évidemment des cultures distinctes au sein de chaque pays, elles doivent toutes se conformer dans leurs manifestations à la loi unique du pays, sinon c'est la libanisation

communautariste, dont le Liban nous fournit un triste exemple.

[13] Le procès intenté contre Charlie-Hebdo au sujet des caricatures danoises, revenait à limiter fortement le droit fondamental à la liberté d'expression.

[14] Thierry Mariani, secrétaire d'État aux transports « *J'observe que les professionnels de l'antiracisme préfèrent se constituer partie civile, plutôt que d'assumer un débat public à la loyale sur les sujets qui préoccupent nos concitoyens, qu'il s'agisse de la délinquance, du fondamentalisme islamiste, des prières de rue...* »

[15] Par exemple, les demandes constantes de contournement de la loi, en vue de faire financer la construction de mosquées par les instances publiques, au point que le recteur Dalil Boubakeur de la grande mosquée de Paris a carrément demandé un moratoire de 10 à 20 ans de la loi de 1905 de séparation de l'Église et de l'État.

[16] Suite à la condamnation de Eric Zemmour, un communiqué signé par 58 députés UMP du Collectif pour la liberté d'expression déclare : « *La condamnation (avec sursis!) d'Eric Zemmour illustre la dérive judiciaire contre la liberté d'expression dans notre pays qui interdit à un journaliste de parler [...]. Dans le même temps, certains rappeurs qui insultent la France et les Français et appellent au meurtre des forces de l'ordre ne sont pas condamnés, au nom de la création culturelle. [...] Cette dérive judiciaire qui précède la dérive totalitaire impose désormais la révision des lois qui la permettent* », conclut le communiqué.

[17] Simone Weil, *Écrits historiques et politiques*, vol II, Gallimard, Paris 1991.

[18] Un de mes amis, diplômé de science-po, dont le père communiste avait lutté contre le franquisme dans les brigades internationales me disait qu'alors qu'il n'avait que 8 ans, lorsqu'il apprit de ces parents la mort de Staline, il pleura avec eux. Aujourd'hui, il ne croit plus dans les vertus du socialisme ni dans les assises théoriques du marxisme ; mais parce qu'elle contrebalançait selon lui l'hégémonie impérialiste américaine, il garde de l'URSS une étrange nostalgie et regrette absolument sa disparition, en dépit de sa nature totalitaire.

[19] Georges Darien, *Le Voleur*, publié en 1897

[20] <http://www.edge.org/documents/archive/edge339.html>

février 2011

[21] Karl Marx et Engels, Manifeste du parti communiste, 1848. Elle sous-entend que, pour que les communistes gagnent le monde et pour que leur révolution soit effective, l'unité des prolétaires de tous les pays est nécessaire.

[22] Les IIIème et IVème

[23] Pour la gauche bienpensante, le juif est passé du statut exalté de « victime absolue » à celui d'opresseur absolu. Comme il est difficile d'afficher publiquement de l'antisémitisme, Israël devient la nouvelle mise en scène de ce procès perpétuel à l'égard du juif. Le parallèle entre la volonté d'éradiquer le juif avant la Shoa et le souhait contemporain d'éradiquer Israël ne m'apparaît pas être une simple coïncidence.

[24] Lénine, *l'impérialisme stade suprême du capitalisme*, 1916
